

Décision du 1^{er} septembre 2015 portant délégation de signature du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides

NOR : *INTV1521257S*

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II et VII de ses parties législative et réglementaire ;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York ;

Vu le décret n° 60-1066 du 4 octobre 1960 portant publication de la convention relative au statut des apatrides ouverte à la signature le 28 septembre 1954 ;

Vu le décret du 19 décembre 2012 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Brice (Pascal),

Décide :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Brice, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, délégation est donnée à M. Pierre Azzopardi, secrétaire général, ou en son absence à Mme Sophie Pegliasco, directeur de cabinet, à l'effet de signer toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 721-2 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, en tant que de besoin, toutes réquisitions de la force publique, ainsi que tous actes administratifs, décisions individuelles, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 2

Délégation est donnée à M. Pierre Azzopardi, secrétaire général, ou en son absence à Mme Sophie Pegliasco, directeur de cabinet, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 721-2 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, d'une manière générale, tous documents, certificats, courriers ou actes relevant de ses attributions, et de formuler les avis prévus à l'article R. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 3

Délégation est donnée à M. Pierre Azzopardi, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 4

Délégation est donnée à Mme Sylvie Jimenez, chef du service des ressources humaines et de la formation professionnelle et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Thierry Doucement, adjoint, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion des ressources humaines et la formation professionnelle de l'office.

Article 5

Délégation est donnée à Mme Pascale Doucement, chef du service du budget, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions relevant de ses attributions, tous engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 6

Délégation est donnée à Mme Régine Bordes, chef du service de l'interprétariat, et à MM. Jean-Paul Levi, chef du service de l'informatique, Philippe Truy, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

Article 7

Délégation est donnée à M. Robert Arakelian, officier de protection, et à Mme Nathalie Champlain, secrétaire de protection au service de l'interprétariat, à l'effet de signer les bons de commandes de prestations d'interprétariat et de traduction nécessaires à l'activité de l'office.

Article 8

Délégation est donnée à M. Mourad Derbak, officier de protection principal, chef de division et, en son absence, à Mme Pascale Baudais, officier de protection principal, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 721-2 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

Article 9

Délégation est donnée à M. Franck Becu, officier de protection, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

Article 10

Délégation est donnée à Mme Laurence Duclos, MM. Franck Eyheraguibel, Frédéric Petit-Jean, officiers de protection principaux, chefs de division et, en leur absence, à Mme Valérie Vivien, MM. Pascal Roig et Ludovic Champain-Sellier, officiers de protection principaux, adjoints, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 721-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 11

Délégation est donnée à Mmes Leïla Benshila-Kesen, Delphine Bordet, Coralie Capdeboscq, Leïla Chebbi et Aline Montaubrie, MM. Georges Barbière, François Corbin, Tanguy Coste-Chareyre, François Doyharcabal, Ghislain de Kergorlay et Jean-Michel Salgon, officiers de protection principaux, Mmes Christine Bargoin, Isabelle Castagnos, Marie Despretz, Sandra Fayolle, Elodie Guego, Vanessa Litmanowicz, Cécile Malassigné, Elsa Mattéodo-Charles, Céline Seyer et Frédérique Spéranza, MM. Hugo Bechtel et Nicolas Wait, officiers de protection, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 721-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 12

Délégation est donnée à Mmes Anne Cardoso, Satima Men-Duarte et Adrienne Rodriguez-Cruz, MM. Didier Mouton et David Toledano, officiers de protection principaux, Mmes Magali Andry, Meltem Bailly, Stéphanie Belouin, Maud Benoist, Sylvie Bergier-Diallo, Marie-Anne Berlioz, Gwenaële Blere, Caroline Boudou, Victoria-Diane Bouzon, Bénédicte Brun, Maria-Luz Carbajosa Julia, Hélène Carton-Garrone, Lucie Combattelli, Célia Da Cunha, Franziska Dasnoy, Cécile Dauphin, Caroline Delattre, Elissa Duprat, Sophie Fanucchi, Margot Genin, Aurélie Guilloux d'Alençon, Diane Jeremic, Marion Laget, Nathalie Lapeyre, Isabelle Lecoœur, Stéphanie Lescieux, Camille Llavador, Claire Lummaux, Françoise Marias, Anita Martins, Christèle Mesbah, Anne-Sophie Mocquet, Julie Nael, Lilit Oskeritsian, Mélina Pelé, Louise Pohanian, Anila Poher, Magali Prats, Marie Ripert, Géraldine Roche-Kamar, Jeanne Ruscher, Louisa Saoudi, Lucie Sarrey, Vanessa Sarti, Laetitia Stora, Estelle Toureau, Kady Traore, et Anne Villemain-Secanella, MM. Murat Aysel, Michael Berardan, Marc Da Piedade, Michel Diricq, Joris Eberhardt, Benoît Hemelsdael, Tahar Lallouche, Matthieu Leblic, Matthieu Le Bloas, Julien Limare, Frédéric Manquat, Olivier Monlouis, Vincent Parral, Grégory Pienoz, Alexis Reversat, Jérémie Schwartz, Erwan Soquet et Benjamin Tailhefer, officiers de protection, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 721-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant à leurs attributions, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 13

Délégation est donnée à Mme Marie Salord, chef de division, M. Patrick Renisio, officier de protection principal, conseiller du chef de division, M. Michel Eyrolles, officier de protection principal, MM. Johan Ankri et Pascal Lang, officiers de protection, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des réfugiés ou de la mise en cause de la responsabilité de l'office, tous actes visés aux articles 40 du code de procédure pénale et L. 722-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de réquisition de l'autorité judiciaire se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes individuels pris en application de l'article L. 721-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 14

Délégation est donnée à Mme Marie Salord, chef de division, et à M. Michel Eyrolles, officier de protection principal, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision prise en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Article 15

Délégation est donnée à M. Lakdar Kriouche, secrétaire de protection de classe normale, à Mme Géraldine Crespín-Quinchard, adjoint de protection de 1^{ère} classe et à M. Patrice Cabaret, adjoint administratif d'administration centrale, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive prise en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Article 16

Délégation est donnée à M. Guillaume Lefebvre, officier de protection principal, chef de la mission accueil, enregistrement et numérisation et, en son absence, à Mme Anne Lise Marzal, officier de protection, adjointe du chef de la mission, Mmes Valérie Cros et Elise Gonçalves, secrétaires de protection de classe exceptionnelle, M. Stéphane Ysmal, secrétaire de protection de classe supérieure, et à Mme Régine Riefolo, secrétaire de protection de classe normale, chefs d'unité, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'alinéa 3 de l'article R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 17

Délégation est donnée à Mmes Ascension Agullo et Frédérique Dubois, adjoints administratifs d'administration centrale, Mmes Annie Flacelière, Ameline Heng et Corinne Sabas, adjoints de protection principaux de 1^{ère} classe, Mme Magali Pèlerin, adjoint de protection principal de 2^{ème} classe, Mmes Sabrina Anatole, Isabelle Bussy, Ghislaine Eniona, Lydia Outaleb, Françoise Sanchez, Annick Thévenin et Marie-Josée Urgin, MM. Nicolas Cabon et Vincenzo Romano, adjoints de protection de 1^{ère} classe, Mmes Sonia Da Cunha Mota, Alexandra Dib, Farida El Hor, Frédérique Francillette, Estelle Nabo, Liliane Rossetto et Jennifer Vinauger, M. Mikaël Loucano, adjoints de protection de 2^{ème} classe, Mmes Mikaëlle Brun, Anila Iftikhar, Binta Sall, Natalia Selidestru et Flora Tubale Nascimento, MM. Cédric Lelong et Yoann Willot, adjoints de protection contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les certificats d'enregistrement prévus à l'alinéa 3 de l'article R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 18

Délégation est donnée à Mme Isabelle Ayrault, officier de protection principal, chef de division, et, en son absence, à Mme Hamida Echikr, officier de protection principal, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'actes d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs ou de coutume, toutes décisions portant sur le maintien, la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, tous actes individuels se rapportant aux mineurs n'ayant pas déposé de dossier individuel et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, ainsi que toutes demandes aux fins de requérir, en cas de besoin, le concours de la force publique lorsque celui-ci est nécessaire au fonctionnement des services placés sous leur autorité.

Article 19

Délégation est donnée à Mmes Anne-Charlotte Lelong et Johanne Mangin, officiers de protection principaux, Mmes Béatrice Bigot et Myriam Redjem, officiers de protection, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume, toutes décisions portant sur le maintien du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, ou la renonciation à ceux-ci, ainsi que tous actes individuels se rapportant aux mineurs n'ayant pas déposé de dossier individuel et aux bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Article 20

Délégation est donnée à M. Eric Bakhoum, officier de protection principal, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous extraits et copies de certificats tenant lieu d'actes d'état civil, certificats administratifs et de coutume.

Article 21

Délégation est donnée à M. Bertrand Gourbat, officier de protection principal, Mmes Clémence Buquet, Isabelle Clisson, Mila Koutchekian, Ingrid Perianin, Marie Christine Ilchev, Annabelle Ligout, Nathalie Roya, Gina Sanctussy et Estelle Sillaire, MM. Rémi Catimel, Stéphane Cremoux, Thierry Dahan, Guillaume Jarlegan, Farid Nasli Bakir et Jean René Nkwanga, officiers de protection, Mmes Corinne Boulangé, Caroline Pierson et Komdeuane Truy, M. Fernando Quiroga, secrétaires de protection de classe supérieure, Mmes Marie-Josée Baramble, Justine Blancheton, Nathalie Ferdinand, Sophie Lambard, Zohra Lekbir, et Fanny Samson Le Roux, MM. Aurélien Rochard et Ruddy Thrace, secrétaires de protection de classe normale, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'actes d'état civil, copies, extraits, tous certificats administratifs et de coutume, et les livrets de famille se rapportant aux attributions des services placés sous l'autorité du chef de la division de la protection.

Article 22

Délégation est donnée à Mmes Anne Angeleau et Bernadette Morin, secrétaires de protection, Mmes Marie-Lucette Glénac, Delphine Nguyen Minh, Sylvie Piat et Elise Voek, adjoints administratifs d'administration centrale, Mmes Annick Bazin, Saliha Bada et Aziza Aouchiche, M. Didier Meslin, adjoints de protection principaux de 2^{ème} classe, Mmes Nathalie Cavalière, Nathalie Dardour, Tatiana Huang Kuan Fuck, Lucile Klein, Virginie Lelièvre, Mablé Agbotounou, Monique Dubrana et Sylviane Sananikone, MM. Rodney Lydie, Bakary Mohamed et Benjamin Têtu, adjoints de protection de 1^{ère} classe, Mmes Barbara Alvarez, Sabine Favre, Solange Koodruth, Laure Moreau et Jacqueline Kalayci, adjoints de protection de 2^{ème} classe, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les copies des certificats tenant lieu d'actes d'état civil se rapportant aux attributions des services placés sous l'autorité du chef de la division de la protection.

Article 23

Délégation est donnée à M. Daniel Le Madec, officier de protection principal, chef de division, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Véronique Péchoux, officier de protection principal, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 721-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de formuler les avis prévus à l'article R. 213-2 du même code.

Article 24

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Brice, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, délégation est donnée à M. Patrice Corcessin, secrétaire de protection de classe normale ou, en son absence, à M. Laurent Roy, adjoint de protection de 2^{ème} classe, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toutes demandes aux fins de requérir, en cas de besoin, le concours de la force publique lorsque celui-ci est nécessaire au fonctionnement des services.

Article 25

La décision du 8 janvier 2015 modifiée portant délégation de signature du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est abrogée (NOR : INTV1500572S).

Article 26

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (www.ofpra.gouv.fr).

Fait le 1^{er} septembre 2015.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
P. BRICE


